

# Observatoire de la Dissuasion

Bulletin mensuel

**EMMANUELLE MAITRE**  
*Observatoire sous la direction de*  
**BRUNO TERTRAIS**

**FONDATION**  
*pour la* **RECHERCHE**  
**STRATÉGIQUE**



# SOMMAIRE

<b>AVANT-PROPOS</b> .....	<b>3</b>
<b>VEILLE</b> .....	<b>4</b>
1. <b>États-Unis</b> .....	<b>4</b>
2. <b>Russie</b> .....	<b>4</b>
3. <b>Corée du Nord</b> .....	<b>4</b>
4. <b>Inde</b> .....	<b>4</b>
5. <b>France</b> .....	<b>4</b>
<b>QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES</b> .....	<b>5</b>
1. <b>Dissuasion et femmes : deux perspectives</b> .....	<b>5</b>
1.1. <b>Armes nucléaires et féminisme : de quoi parle-t-on ?</b> Par Emmanuelle Maitre .....	<b>5</b>
1.2. <b>Les femmes de la dissuasion</b> Par Emmanuelle Maitre .....	<b>7</b>
<b>QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES</b> .....	<b>9</b>
1. <b>Démantèlement et reconversion : l'exemple de Semipalatinsk</b> Par Bruno Tertais.....	<b>9</b>
2. <b>Débats nucléaires en Polynésie</b> Par Emmanuelle Maitre.....	<b>10</b>
3. <b>Au cœur des essais</b> Par Emmanuelle Maitre.....	<b>11</b>
<b>PUBLICATIONS ET SEMINAIRES</b> .....	<b>12</b>
3. <b>Limited Nuclear War : The 21st Century Challenge for the United States,</b> <b>John K. Warden, Livermore Papers on Global Security N° 4, Center for</b> <b>Global Research, Lawrence Livermore National Laboratory, juillet</b> <b>2018</b> .....	<b>12</b>
4. <b>Escalade nucléaire entre la Corée du nord et les États-Unis :</b> <b>le scénario de Jeffrey Lewis</b> .....	<b>13</b>

Septembre 2018

## AVANT-PROPOS

---

Ce bulletin s'intéresse à deux facettes périphériques de la dissuasion. Tout d'abord, il évoque la question du féminisme et du genre de manière large. En effet, le mouvement antinucléaire a depuis longtemps fait cause commune avec le militantisme féministe. Alors que leurs arguments sont de plus en plus intégrés au discours officiel, en particulier à l'OTAN, ce bulletin cherche à présenter les théories qui fondent le rapprochement entre ces deux notions. Par ailleurs, il s'intéresse au rôle joué par les femmes dans la mise en place de la dissuasion au sein des États dotés et en particulier leur entrée récente à bord des SNLE.

Il évoque ensuite l'héritage des essais nucléaires, avec une description du site de Semipalatinsk au Kazakhstan et un retour sur la manière dont les essais français en Polynésie sont actuellement perçus sur les îles et à l'étranger.

Enfin, des publications récentes se sont interrogées sur les conséquences potentielles d'un conflit nucléaire limité avec une œuvre fictive particulièrement réaliste.

*Ce bulletin est réalisé avec le soutien du Ministère des Armées. Les informations et analyses contenues dans ce document sont sous la seule responsabilité des auteurs et n'engagent ni le Ministère des Armées, ni aucune autre institution.*

# VEILLE

## 1. États-Unis

Alors qu'un général de l'Army a récemment dévoilé les ambitions stratégiques (+1 000 km) de nouveaux systèmes d'artillerie, ces ambitions interrogent sur le [respect américain du Traité FNI](#) sinon dans sa lettre du moins dans son esprit<sup>1</sup>. Par ailleurs, la question du [renouvellement du New Start](#) n'est pas tranchée à Washington alors qu'elle est globalement soutenue par les législateurs malgré quelques divisions<sup>2</sup>.

Juste avant les élections de mi-mandat, des [démocrates à la Chambre et au Sénat](#) tentent d'interdire la production de nouvelles armes à faible portée et indiquent vouloir reconsidérer les demandes faites par la NPR s'ils parviennent à gagner la majorité.

## 2. Russie

Du **11 au 17 septembre 2018**, les forces armées russes participent à l'exercice Vostok 2018, avec en particulier le [vol de Tu-95MS emportant des missiles Kh-55](#)<sup>3</sup>.

## 3. Corée du Nord

Lors d'un sommet entre les deux Corées, le **18 septembre 2018**, Pyongyang s'engage à poursuivre le [processus de désarmement](#) avec la fermeture du site d'essais de missiles de Tongchang-ri et l'ouverture de négociations sur celle du site nucléaire de Yongbyon<sup>4</sup>.

## 4. Inde

Le **20 septembre 2018**, l'Inde teste le missile de courte portée [Prahaar](#), deuxième d'une série de vols visant à rendre le système opérationnel<sup>5</sup>.

## 5. France

Le **11 septembre 2018**, Naval Group commence la [déconstruction du Tonnant](#), premier SNLE de la classe Redoutable à être démantelé<sup>6</sup>.

<sup>1</sup> Sydney Freedberg, « Army Insists 1,000-Mile Missiles Won't Breach INF Treaty », *Breaking Defense*, 17 septembre 2018.

<sup>2</sup> Michael Bowman, « US Officials Express Doubts on Future of Nuke Pact with Russia », *VOA News*, 18 septembre 2018.

<sup>3</sup> Pavel Nastin, Стратегические ракетоносцы Ту-95МС отстрелялись

крылатыми ракетами на учениях «Восток-2018», *tvzvezda.ru*, 12 septembre 2018.

<sup>4</sup> Lesley Wroughton, Hyonhee Shin, U.S. ready to resume North Korea talks, seeks denuclearization by 2021, *Reuters*, 18 septembre 2018.

<sup>5</sup> Hemant Kumar Rout, « India successfully test fires short-range tactical ballistic missile Prahaar », *The Indian Express*, 20 septembre 2018.

<sup>6</sup> Laurent Lagneau, « La déconstruction des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins de la classe « Le Redoutable » a commencé », *Zone Militaire*, 11 septembre 2018.

# QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES

---

## I. *Dissuasion et femmes : deux perspectives*

### I.1. *Armes nucléaires et féminisme : de quoi parle-t-on ?*

Par Emmanuelle Maitre

Le quatrième préambule du Traité d'interdiction des armes nucléaires indique que les signataires gardent « à l'esprit que les effets catastrophiques des armes nucléaires ne peuvent être contrés de manière satisfaisante [...] et touchent de manière disproportionnée les femmes et les filles, notamment en raison des effets des rayonnements ionisants »<sup>7</sup>. Ce lien entre les femmes et les armes nucléaires, qui n'est pas forcément intuitif, est pourtant régulièrement évoqué dans la littérature depuis les années 1980. Si la critique féministe de la dissuasion a depuis fait partie intégrante du discours militant anti-nucléaire, c'est dans les années récentes que son intégration a été faite de plus en plus fréquemment dans les discours officiels, et en particulier au niveau de l'ONU.

Trois sujets tout à fait différents sont à l'origine de l'association entre armes nucléaires et féminisme.

Le premier est d'ordre biologique. En effet, des études, effectuées en particulier à Hiroshima et Nagasaki, mais aussi dans les environs de Tchernobyl, ont montré que les rayonnements ionisants générés par une explosion nucléaire impactaient davantage les femmes. En raison de différences de métabolisme, les victimes féminines d'une détonation seraient donc plus nombreuses, et plus touchées par certains cancers particulièrement meurtriers comme ceux de la thyroïde et du sein. Bien sûr, il faut également inclure à cette vulnérabilité physiologique les conséquences

bien connues sur les fœtus et les risques de fausses couches et naissance d'enfants mort-nés.

L'analyse des populations touchées par les catastrophes nucléaires a également permis de constater que les femmes étaient davantage sensibles, pour une variété de raisons (pouvant dépendre du contexte socio-culturel), à d'autres facteurs. En effet, des études ont montré qu'elles étaient démesurément affectées par les risques psychologiques, de stigmatisation ou de discrimination suite à une « contamination » radioactive. De plus, de manière induite, un conflit nucléaire aurait forcément tendance à renforcer la discrimination et précarité dont elles font déjà l'objet à l'échelle mondiale en conduisant à des phénomènes de déplacement de population et de destruction de ressources.

La seconde critique féministe associée aux armes nucléaires est liée aux discours et valeurs qui y sont associés. En effet, dans la lignée des travaux de Carol Cohn, Felicity Hill et Sara Ruddick, des sociologues ont critiqué une vision « genrée » de la question. Pour eux, la société, en particulier occidentale, a créé autour des notions de « féminin » et de « masculin » des associations de valeurs. Ainsi, les hommes sont particulièrement associés à la puissance, la force, la rationalité ; et les femmes à la douceur, la faiblesse, l'émotion. Dans une société où les hommes dominent l'ordre social, les valeurs « masculines » (qui ne sont d'ailleurs pas perçues comme inhérentes à la biologie

---

<sup>7</sup> Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, 7 juillet 2017.

mais bien d'origine culturelle) sont logiquement davantage valorisées. Cela s'applique en particulier dans le domaine du nucléaire : les chercheurs de ce courant ont en effet estimé que l'ensemble du discours construit autour des armes nucléaires avait cherché à accentuer leur caractère « viril », dominateur, compétitif, puissant, voire violent et à ignorer les aspects plus humains, subjectifs et émotionnels. Ceux-ci, mobilisés par la communauté du désarmement, seraient marqués comme « féminins » et ainsi dévalorisés<sup>8</sup>. Ces thèses font régulièrement référence à divers propos tels que ceux du politicien indien nationaliste Bal Thackeray qui avait estimé en mai 1998 que les Indiens devaient « prouver qu'ils n'étaient pas des eunuques », et ce qu'ils décrivent comme une symbolique « virile » associée aux armements nucléaires<sup>9</sup>.

La réapparition de ce débat, initié lors de la Guerre froide, à l'heure des négociations sur le Traité d'interdiction des armes nucléaires, n'est pas un hasard : en effet, ses promoteurs cherchent à modifier le langage utilisé pour évoquer la dissuasion nucléaire et à changer les conceptions traditionnelles de sécurité. L'objectif est donc de dévaloriser les notions de force et de domination, à la base de la dissuasion nucléaire, en montrant qu'il ne s'agit que de valeurs construites par un modèle social patriarcale contestable.

La troisième critique féministe de l'ordre nucléaire actuel concerne son manque de représentativité. En effet, de manière historique, les hommes sont surreprésentés dans les instances nationales et internationales traitant de dissuasion, de maîtrise des armements et de désarmement.

Même si l'on constate un rééquilibrage dans ce domaine, les chiffres restent marquants : ainsi, en 2015, 27% des participants à la conférence d'examen du TNP et 29.7% des délégués à la Première commission des Nations Unies, qui traite des questions de sécurité et de désarmement, étaient des femmes (ce chiffre

était de 7% en 1980). La disproportion peut provenir d'un vivier de diplomates masculins plus important. Néanmoins, l'on constate qu'à la Troisième commission (parfois surnommée la « commission des dames »), qui traite des questions sociales, humanitaires et culturelles, la parité est quasiment atteinte avec 48.1% de déléguées. Il semble donc bien exister un déséquilibre et manque de représentativité des femmes sur les sujets les plus « durs » ayant trait à la sécurité et au nucléaire<sup>10</sup>. Par ailleurs, au-delà des valeurs numériques, certains estiment qu'il est plus difficile pour une femme de faire montre de sa crédibilité et de son sérieux dans ce domaine<sup>11</sup>.

Cette situation est jugée comme problématique pour trois raisons. Tout d'abord, il y a un souci d'égalité et de justice dans le fait qu'un groupe non-représentatif de l'ensemble de la population prenne des décisions impliquant l'ensemble de la planète. Par ailleurs, des études sont citées pour montrer que la diversité au sein d'une équipe permet d'aboutir à de meilleures décisions<sup>12</sup>. Enfin, ce problème de représentativité des femmes pourrait impacter la nature du discours associé aux armes nucléaires s'il a pour conséquence une dévalorisation des thèmes et des valeurs traditionnellement décrits comme « féminins »<sup>13</sup>.

Le rapprochement entre militantisme féministe et pro-désarmement est parfois perçu avec scepticisme et considéré comme une manière fourre-tout de surfer sur des thématiques populaires pour attirer l'attention sur la question du nucléaire. Pour autant, le lien semble historique et appelé à durer. Au cœur de la Guerre froide, les femmes ont joué un rôle important dans les mobilisations anti-nucléaires, que ce soit dans la création de mouvements comme le *Women's Action for New Directions* (WAND), fondé en 1982 par Helen Caldicott, ou dans leur implication dans les protestations et épisodes de désobéissance civile par exemple contre la défense civile aux États-Unis. Aujourd'hui, cette thématique reçoit un écho important

<sup>8</sup> Ray Acheson, « The nuclear ban and the patriarchy: a feminist analysis of opposition to prohibiting nuclear weapons », *Critical Studies on Security*, 30 avril 2018.

<sup>9</sup> Rupal Oza, *The Making of Neoliberal India: Nationalism, Gender, and the Paradoxes of Globalization*, Routledge, New York, 2006, p. 113.

<sup>10</sup> John Borrie, Anne Guro Dimmen, Torbjørn Graff Hugo, Camilla Waszink, Kjølsv Egeland, *Gender, Development and Nuclear Weapons, Shared goals, shared concerns*, [UNIDIR et ILPI](#), octobre 2016.

<sup>11</sup> Sylvia Mishra, « The Importance of Creating Gender-Equitable Space in the Field of Nuclear Policy », *NTI*, 3 juillet 2018.

<sup>12</sup> Joseph Cirincione, « Ending Gender Shunning », *Center for New American Security*, 13 février 2018.

<sup>13</sup> *Gender, Development and Nuclear Weapons, Shared goals, shared concerns*, op. cit.

du fait de l'intérêt des Nations Unies : en 2010, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution sur la représentation et participation active des femmes aux travaux internationaux liés au désarmement et à la maîtrise des armements<sup>14</sup>. Depuis, des

résolutions régulières ont été adoptées à ce sujet<sup>15</sup>. Dans ce contexte, la question risque de se transformer d'un « effet de mode » à une problématique réelle sur laquelle les États seront obligés de sérieusement se positionner sur la scène nationale et internationale.

## 1.2. Les femmes de la dissuasion

Par Emmanuelle Maitre

Alors que le féminisme est souvent invoqué dans les enceintes consacrées au désarmement, la question des femmes s'est également posée récemment au cœur de la dissuasion. En effet, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en France, des femmes viennent d'être autorisées à s'embarquer à bord de SNLE. La France a été le dernier des trois pays à franchir le cap, avec le retour de la première patrouille incorporant quatre femmes en juillet 2018.

La décision a été prise par Jean-Yves Le Drian en avril 2014. Depuis 2015, quelques femmes de 28 à 40 ans ont suivi la formation nécessaire pour rejoindre les 2000 sous-mariniers français. Quatre femmes officiers ont fait partie de la première « promotion », avec des profils et des motivations variés<sup>16</sup>.

Les résistances au processus de féminisation ont été motivées par des raisons diverses : parmi les effectifs embarqués, les craintes liées à la vie quotidienne, à l'esprit de camaraderie voire même les perceptions des conjoints ont été citées. Au sein de la Marine, des doutes ont longtemps existé sur les conséquences du manque de renouvellement d'air pour la santé féminine et en particulier en cas de grossesse ultérieure. Enfin, des interrogations portaient également sur la capacité de la FOST à retenir dans le long terme des personnels féminins et donc sur l'intérêt de former à ces postes spécifiques des individus pouvant être tentés de quitter rapidement la Marine pour des raisons familiales<sup>17</sup>.

Aux États-Unis, les premières femmes ont patrouillé à bord de l'*USS Wyoming* fin 2011 après une décision politique prise en avril 2010. En 2015, sept SNLE avaient un personnel mixte avec 59 femmes officiers déployées. En 2015, la *Navy* a autorisé les femmes à s'embarquer en tant que non-gradées. L'année suivante, la première femme sous-marinier du rang a reçu ses qualifications. L'objectif des autorités était d'avoir 20% de femmes au sein des équipages d'ici à 2020, avec 18 équipages mixtes.

Si la réforme a été également scrutée par les médias américains et les pionnières étudiées avec beaucoup d'intérêt par le grand public, deux remarques doivent être faites. Tout d'abord, une étude très complète a été réalisée sur les premières patrouilles par deux anciennes femmes sous-marinières. Elle montre certaines difficultés rencontrées par les femmes officiers pour être traitées « comme les autres » par leur hiérarchie malgré une intégration relativement réussie auprès des effectifs. L'étude a également pointé du doigt le problème de la rétention des femmes après une ou deux patrouilles et la difficulté de concilier une vie professionnelle très exigeante avec une vie familiale. Néanmoins, elle a montré que les démissions avaient

<sup>14</sup> « Femmes, désarmement, non-prolifération et maîtrise des armements », [65/69](#), 8 décembre 2010.

<sup>15</sup> Voir en particulier la dernière : « Femmes, désarmement, non-prolifération et maîtrise des armements », [71/56](#), 5 décembre 2016.

<sup>16</sup> Vincent Groizeleau, « Les premières femmes de la sous-marine française », [Mer et Marine](#), 19 juillet 2018.

<sup>17</sup> Sébastien Panou, « Pas de femme à bord des sous-marins français », [Ouest France](#), 26 septembre 2013.

des motivations très diverses et en particulier des désaccords en matière de management<sup>18</sup>. Par ailleurs, la difficulté à retenir les sous-marinières était déjà identifiée avant cette réforme. Enfin, un fait divers en 2014 à bord d'un sous-marin est venu ternir l'expérimentation<sup>19</sup>. Néanmoins, la Navy a rappelé ses objectifs en insistant sur la justice d'une telle démarche, mais aussi son intérêt en tant qu'employeur pour élargir ses bases de recrutement et faire bénéficier le corps des avantages de la diversité.

Au Royaume-Uni, c'est en 2011 que la *Royal Navy* a modifié sa politique, permettant à trois femmes officiers d'obtenir leurs qualifications en 2014. Des modifications des sous-marins de la classe *Vanguard* (ainsi qu'*Astute*) ont été apportées pour prévoir des réserves d'oxygène en cas de grossesse à bord<sup>20</sup>. Là aussi, des incidents ont été rapportés par la presse sans compromettre la généralisation de l'expérience<sup>21</sup>.

L'entrée des femmes dans les SNLE répond à la nécessité politique croissante de supprimer les barrières de genre pour l'exercice de certaines fonctions, perçues par le grand public comme de moins en moins supportables et légitimes. Pour la Marine, l'intérêt de l'opération pourrait notamment résider dans l'élargissement du vivier de recrutement pour des postes très spécifiques. Cette motivation n'a cependant pas été officiellement reconnue contrairement aux États-Unis et au Royaume-Uni<sup>22</sup>. Le processus reste néanmoins de rester relativement marginal : les femmes ne représentent que 14,7% des effectifs de la Marine et seulement 9% du personnel embarqué<sup>23</sup>. Dans tous les cas,

le processus semble appeler à se poursuivre, puisqu'une deuxième patrouille mixte devrait prendre la mer dans les semaines qui viennent lorsque l'équipage Rouge du *Vigilant* repartira en mission. Pour rappel, les femmes représentaient environ 13% du personnel des FAS en 2014<sup>24</sup>.

Si la première expérience française a été jugée réussie par les protagonistes et leur hiérarchie<sup>25</sup>, il convient de garder une certaine prudence. En effet, la très forte médiatisation de cette première patrouille et la nécessité d'accélérer la féminisation de l'armée dans son ensemble souhaitée au plus haut niveau politique peuvent interdire les retours d'expérience trop critiques. Les « avis » de marins relevés sur les blogs, forums et les réseaux sociaux, fenêtrés très parcellaires en l'absence d'étude, semblent démontrer des avis très partagés, ce qui semble logique au vu de la nouveauté de la mesure.

De fait, comme l'illustrent les expériences américaines et britanniques, les difficultés rencontrées dans les sous-marins « mixtes » paraissent être semblables à celles connues par les femmes militaires évoluant dans d'autres services et plus largement dans tous les secteurs d'activité traditionnellement réservés aux hommes. Vu sous cet angle, la question de la féminisation des SNLE serait donc moins un problème de dissuasion que de société dans son ensemble.

<sup>18</sup> Krysten Ellis et Garold Munson, « Gender integration on U.S. Navy submarines: views of the first wave », Monterey, California: Naval Postgraduate School, 15 juin 2015.

<sup>19</sup> Meghann Myers, « 12 sailors implicated in submarine shower scandal », *NavyTimes*, 11 décembre 2014.

<sup>20</sup> David Collins et Mark Hookham, « Royal Navy submarines: separate cabins and women-only signs », *The Sunday Times*, 8 octobre 2017.

<sup>21</sup> Ben Farmer, « Second officer removed for alleged improper relationship with female colleague on scandal-hit submarine », *The Telegraph*, 6 octobre 2017.

<sup>22</sup> Vincent Groizeleau, op. cit.

<sup>23</sup> Idem.

<sup>24</sup> Robert Galan, *Forces aériennes stratégiques : Mission au coeur du secret défense*, Privat, 2014.

<sup>25</sup> « Sous-marins. Baptême réussi pour les premières femmes à bord », *Le Télégramme*, 11 juillet 2018.



# QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES

## I. Démantèlement et reconversion : l'exemple de Semipalatinsk

Par Bruno Tertais

Le Kazakhstan est l'un des très rares États non-nucléaires sur le territoire duquel ont été conduits des essais nucléaires<sup>26</sup>. L'ampleur du programme passé, la diversité des activités nucléaires du pays (exportation d'uranium, accueil d'une banque de combustible...), un effort volontariste de reconversion et une volonté de valoriser diplomatiquement cet effort (voir récente note FRS à ce sujet), en font un cas particulier<sup>27</sup>. Le slogan adopté par Astana à cet égard est « Faire d'une tragédie nationale une fierté nationale ».

La visite du site dit de « Semipalatinsk » suscite une impression largement positive, avec toutefois quelques réserves<sup>28</sup>.

La ville de Kourtchatov, assez isolée et anciennement « fermée », a entrepris une difficile conversion vers la recherche nucléaire civile. Passée de 53 000 à 17 000 habitants, elle donne l'image d'une cité fantôme.

Le Centre nucléaire national du Kazakhstan, qui y a été établi en 1992, soit moins d'un an après l'indépendance, a cinq missions :

- Le développement de centrales électronucléaires, pour lesquelles trois sites possibles ont été identifiés – quand bien même les responsables du Centre avouent que le pays « n'en a pas réellement besoin ».
- La recherche (matériaux) dans le domaine de la fusion, à partir du Tokamak récemment implanté à Kourtchatov.

- Les effets environnementaux des radiations.
- Le soutien à la non-prolifération.
- Le soutien à l'industrie (ex. : programme CORMIT : coopération avec le Japon sur l'étude du comportement du corium).

Le site de Semipalatinsk, « démantelé en 2002 », est gigantesque (18 500 kilomètres-carrés), ce qui explique que seulement « 56% » de sa superficie ait été, à ce jour, sondés. L'objectif est de déclarer ce site « nettoyé » lors du trentième anniversaire de l'indépendance (soit en 2021).

Cette superficie exceptionnelle explique également que le site ne soit pas clôturé. Ses responsables expliquent que sa surveillance physique s'effectue à distance (patrouilles, drones...). La visite d'une partie des lieux (« Site Expérimental », là où eut lieu le premier essai soviétique en 1949) permet d'y constater l'absence quasi-totale de marquage ou de signalisation, y compris sur la zone de l'épicentre. La gestion de la sécurité radiologique individuelle (protections) peut y être qualifiée d'artisanale.

Les sites les plus sensibles font néanmoins l'objet d'une protection et d'une surveillance particulières. La « montagne de Degelen », lieu où ont été réalisés la plupart (209) des essais souterrains, était peu surveillée jusqu'en 2008. Elle est désormais protégée par la

<sup>26</sup> Avec l'Algérie, l'Australie, les îles Marshall et les Kiribati.

<sup>27</sup> Emmanuelle Maitre, « Kazakhstan's nuclear policy: an efficient niche diplomacy ? », *Note de la FRS n° 10/2018*, 1<sup>er</sup> juillet 2018.

<sup>28</sup> Visite organisée au profit du Group of Eminent Persons de la CTBTO fin août 2018. La ville de Semipalatinsk (désormais Semey) est proche du site.

Garde Nationale Kazakhe, y compris pour des « raisons de non-prolifération » (effets des armes...).

Le site de Semipalatinsk accueille également une station auxiliaire de surveillance des essais (Station Auxiliaire 58). Ses responsables sont fiers d'expliquer que

sa localisation « est l'une des meilleures au monde » non seulement en raison de sa situation géographique, mais aussi de par le très bas niveau de bruit sismique ambiant qui la caractérise.

## 2. **Débats nucléaires en Polynésie**

Par Emmanuelle Maitre

Le webzine Slate a consacré en septembre un dossier à la question des essais nucléaires en Polynésie. Quatre articles permettent d'illustrer toute la complexité du dossier et son imbrication dans des controverses morales, politiques, religieuses, éducatives et scientifiques :

- Le premier volet évoque un rapport d'un psychiatre très controversé selon lequel les générations actuelles porteraient en germe les conséquences des essais. Le débat provoqué par cette publication montre la politisation des études médicales, la difficulté à en faire une interprétation « objective » mais aussi le manque de confiance des populations polynésiennes pour les paroles scientifiques et officielles après des décennies d'opacité<sup>29</sup>.
- Le deuxième épisode montre la difficulté d'enseigner aux générations futures l'héritage nucléaire de l'archipel. En effet, d'un point de vue purement scolaire, la communauté éducative peine à trouver un équilibre entre histoire locale et prise en compte des programmes nationaux. Par ailleurs, toute question « nucléaire » est très polarisée avec un risque pour les enseignants d'être accusés d'être trop ou pas assez « militants »<sup>30</sup>.
- Dans un troisième temps, les journalistes décrivent le projet Telsite 2 qui doit étudier

d'éventuels mouvements de sol pouvant conduire à des pollutions radioactives. Les relations entre autorités centrales et locales y sont évoquées<sup>31</sup>.

- Enfin, le dernier volet raconte l'engagement de l'Église polynésienne dans la lutte contre les essais, engagement qui se poursuit aujourd'hui dans un exercice à visée pédagogique mais qui n'a pas été sans connaître d'ambiguïtés au fil de son histoire<sup>32</sup>.

<sup>29</sup> Victor Le Boisselier et Marion Lecas, « En Polynésie française, la multiplication des maladies fait craindre pour les enfants », Atomes Crochus en Polynésie, épisode 1, [Slate](#), 11 septembre 2018.

<sup>30</sup> Victor Le Boisselier et Marion Lecas, « Maman, c'est quoi cette histoire ? On a fait péter des bombes ici ? », Atomes Crochus en Polynésie, épisode 2, [Slate](#), 12 septembre 2018.

<sup>31</sup> Victor Le Boisselier et Marion Lecas, « Telsite 2 : Pourquoi dépenser douze milliards, s'il n'y a pas de risque ? », Atomes Crochus en Polynésie, épisode 3, [Slate](#), 13 septembre 2018.

<sup>32</sup> Victor Le Boisselier et Marion Lecas, « Mes collègues mourraient et il n'y avait que l'Église qui en parlait », Atomes Crochus en Polynésie, épisode 4, [Slate](#), 16 septembre 2018.

### 3. *Au cœur des essais*

Par Emmanuelle Maitre

En cinq chapitres, un documentaire interactif<sup>33</sup> présente l'histoire des essais nucléaires français en Polynésie. Des films illustrent le mouvement de contestation à ces tests, avec un focus sur l'action de Greenpeace. L'originalité du projet est d'entrecouper de courts films par des images d'archives et des séquences d'images de synthèse qui permettent d'approfondir certains aspects et de se trouver à 360° devant une explosion nucléaire. La question des conséquences environnementales et sanitaires est accentuée. Le projet est construit de manière très accessible et attrayante dans une visée pédagogique. Naturellement, les documentaires sont très courts et donc réducteurs. Par ailleurs, de nombreuses assertions sont simplifiées pour insister sur le propos alarmiste et critique de la politique menée par la France jusqu'à 1996 et soutenir le mouvement militant d'interdiction des armes nucléaires. Les commentaires sont pour l'instant uniquement disponibles en anglais.

---

<sup>33</sup> Disponible sur : <https://nucleardissent.com>

### 3. **Limited Nuclear War : The 21st Century Challenge for the United States,**

John K. Warden, Livermore Papers on Global Security N° 4, Center for Global Research, Lawrence Livermore National Laboratory, juillet 2018

Quatrième texte commandé par le centre dirigé par Brad Roberts, *Limited Nuclear War: The 21st Century Challenge for the United States*, dans la lignée de l'ouvrage pionnier de Larsen & Kartchner (*On Limited Nuclear Warfare in the 21st Century*, 2014).

Le titre est, à certains égards, trompeur : il s'agit moins aujourd'hui – contrairement à ce qui était le cas dans les années 1950 et 1960 – de penser une véritable « guerre nucléaire limitée » que de prévenir l'usage ponctuel et limité de l'arme nucléaire par un adversaire des États-Unis. Mais l'on retrouve en fait une problématique classique : comme le dit M. Roberts dans sa préface, il s'agit de faire en sorte qu'un adversaire ne puisse avoir confiance en sa capacité à limiter une guerre nucléaire.

M. Warden considère les trois cas les plus probables : un conflit régional impliquant la Russie, la Chine ou la Corée du Nord et un allié des États-Unis. Sans s'appesantir sur les spécificités de chaque pays, il prend soin de distinguer la manière dont chacun des trois pourrait « penser » l'emploi limité de l'arme nucléaire. L'auteur analyse ainsi les circonstances qui pourraient amener l'un ou l'autre à envisager un tel emploi et les stratégies américaines possibles pour neutraliser une telle tentation.

Il est difficile d'être original et inventif dans le domaine de la stratégie nucléaire : la richesse de la réflexion des années 1960 a conduit à la formation d'un corpus de pensée qu'il est quasiment impossible de renouveler. Il a été complété par les analyses des années 1990 sur la dissuasion dans un contexte impliquant un adversaire régional (Irak, Iran, Corée du Nord...). Seule

l'évolution des moyens (ex. : introduction dans les arsenaux des missiles de croisière dans les années 1980, multiplication des défenses antimissiles...) et des espaces (développement des milieux cyber et spatial...) sont de nature à apporter des éclairages nouveaux sur la stratégie nucléaire à proprement parler.

Ainsi n'est-il pas surprenant que l'étude de John Warden n'offre guère de réflexion fondamentalement nouvelle. Mais l'on peut regretter qu'il n'approfondisse pas l'articulation entre les stratégies des acteurs russe, chinois et nord-coréen dans le domaine nucléaire avec ce qu'ils pourraient imaginer dans d'autres domaines non-conventionnels (terrorisme, chimique et biologique, spatial...). De même est-il sans doute regrettable que l'analyse pêche quelque peu par excès de rationalisation et ne disserte guère sur ce que pourraient être précisément les rationalités russe, chinoise ou nord-coréenne et les modes de raisonnement politiques et psychologiques de leurs leaderships dans des circonstances aussi extrêmes que celles de la guerre nucléaire.

Ce texte constitue toutefois un cadre de référence utile pour réfléchir à certaines circonstances stratégiques qui pourraient se présenter à l'avenir. On souhaite qu'il soit complété par l'examen de scénarios plus concrets du type de celui qui a été proposé par Jeffrey Lewis (voir ci-dessous, *Report of the Commission on the 2020 Nuclear Attacks against the United States*) à propos de la Corée du Nord. Ainsi que par des réflexions sur les enjeux pour les puissances nucléaires européennes.

#### 4. **Escalade nucléaire entre la Corée du nord et les États-Unis : le scénario de Jeffrey Lewis**

Jeffrey Lewis (Middlebury Institute for International Studies, Monterey) a publié le 6 août – une date qui n'a pas été choisie par hasard – une courte dystopie remarquable, décrivant un scénario d'escalade nucléaire entre Pyongyang et Washington. Elle se présente sous la forme du rapport d'une commission officielle chargée d'enquêter sur « les attaques nucléaires nord-coréennes de 2020 ». L'ouvrage est particulièrement effrayant car il est autant politiquement crédible – s'appuyant sur de nombreux précédents et parallèles historiques – qu'il est techniquement bien informé.

Tout est réaliste dans l'ouvrage de Lewis, jusqu'aux détails inédits (à notre connaissance) sur l'appareil politico-militaire sud-coréen. Il s'agit d'une « guerre par accident » – comme le sont bien des conflits. Un avion de ligne transportant des écoliers sud-coréens est abattu par erreur par la chasse nord-coréenne, sur les nerfs depuis la multiplication des patrouilles aériennes américaines près de la ligne de démarcation. La réaction de l'opinion sud-coréenne incite Séoul à réagir : six missiles balistiques sont tirés en direction d'objectifs politiques et militaires au nord. Mais alors qu'elle est conçue comme délibérément limitée, cette riposte est au contraire perçue à Pyongyang comme le début d'une offensive conjointe entre Washington et Séoul – d'autant plus que les forces américaines sont à ce moment en alerte pour un exercice. Comble de malchance – mais c'est, là encore, un classique de l'escalade des conflits et du « brouillard de la guerre » – les lignes de communication téléphonique sont saturées par la panique qui gagne l'élite nord-coréenne... et le régime craint que ce soit le fait d'une cyber-attaque américaine massive. Pour Kim Jong Il, pas de doute :

c'est rien moins que l'invasion de son pays qui se prépare.

Et c'est ce moment que Donald Trump choisit pour tweeter : « LE PETIT HOMME FUSEE NE NOUS EMBETERA PLUS TRES LONGTEMPS ! ». Dès lors, il n'est pas irrationnel, du point de vue de Pyongyang, de tenter le tout pour le tout : cinquante-quatre missiles armés de têtes nucléaires sont lancés sur Séoul, Tokyo, et les bases militaires américaines dans la région. A Washington, ordre est alors donné au commandement des forces stratégiques d'engager une campagne aérienne massive pour réduire la menace balistique et nucléaire nord-coréenne. Ce qui ne fait que renforcer la détermination de Kim Jong Un, qui décide alors de jouer sa dernière carte : il fait tirer treize missiles contre des objectifs militaires et urbains américains (dont sept atteindront leurs cibles). Pensant faire plier l'opinion américaine, qui crierait alors grâce... Bien sûr, ce n'est pas ce qui se passe. Et c'est, logiquement, la fin du régime nord-coréen qui se profile alors.

Quelques rares éléments ne sonnent pas juste dans l'analyse de Lewis. Le président Moon refuse de prévenir Washington de la riposte initiale de Séoul. A aucun moment M. Trump ne semble vouloir envisager sérieusement l'option nucléaire : ni en premier, ni surtout en second après la frappe nord-coréenne. Aucune défense antimissile ne fonctionne en Asie.

Mais, dans l'ensemble, c'est de loin le scénario le plus réaliste qui ait jamais été publié sur une escalade nucléaire en Asie de l'est à l'époque contemporaine. Et un sérieux avertissement à tous ceux qui sont tentés d'admirer la stratégie « novatrice » de M. Trump.